

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

4^{ème} trimestre 2018

N°42

Mars 2019

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale.....	6
2.2. Evolution de l'inflation	10
2.3. Secteur extérieur	13
2.4. Finances publiques.....	17
2.4.1. Recettes	17
2.4.2 Dépenses.....	18
2.4.3 Solde budgétaire.....	19
2.5. Situation monétaire.....	19
2.5.1. Masse monétaire	19
2.5.2. Actifs extérieurs nets	19
2.5.3. Créances sur les autres secteurs	20
2.5.4. Créances nettes sur l'Administration Centrale	20
2.6. Activités de la BRVM	21
2.7. Taux de change effectif réel.....	21
3. Principaux faits marquants.....	22
3.1. Environnement international	22
3.2. Pays de l'UEMOA	23
Conclusion.....	25

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018	7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA	8
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction	11
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	12
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	12
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds FCFA).....	13
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)	14
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	15
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds)	16
Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMO .	17
Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres.....	20

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)	4
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %)	16

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T18	: Quatrième trimestre 2018

Résumé

La croissance économique mondiale a été de 3,7% en 2018 contre 3,8% en 2017 et devrait se replier légèrement à 3,5% en 2019. L'économie mondiale s'essouffle malgré une dynamique vigoureuse de l'activité, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières qui demeurent accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis.

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés est passée à 2,0% contre 1,7% en 2017, sous l'effet de la hausse des prix de quelques produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande. Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale est passée à 4,9% en 2018, contre 4,3% en 2017 en lien avec la hausse des prix de l'énergie et l'importance des écarts de production. Au niveau de l'Union, l'indice général des prix du quatrième trimestre 2018 a affiché une parfaite stabilité (taux d'inflation de 0,0%), par rapport au troisième trimestre de la même année.

L'Afrique subsaharienne a affiché, en 2018, une croissance économique de 2,9% comme en 2017, portée par une amélioration progressive de la situation des pays exportateurs de produits de base. La première puissance économique de la zone verrait sa croissance s'améliorer avec le redressement de la production et des cours du pétrole. Ainsi, en 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%.

En 2018, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance identique à celui de 2017 en se situant à 6,6%. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans plusieurs Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle a augmenté en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, tandis qu'elle a baissé en Guinée Bissau et au Togo. Au cours de la même période, le chiffre d'affaire du commerce a progressé en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Dans le même temps, le chiffre d'affaire de tous les secteurs a baissé au Bénin. Les créations d'entreprises ont baissé au Bénin et au Burkina Faso, mais elles progressent au Niger et au Sénégal.

Les exportations de l'Union ont, au 4^{ème} trimestre 2018, enregistré une hausse de 958,1 Mds, soit une hausse de 38,6%, par rapport au 3^{ème} trimestre 2018. Cette hausse résulte de la bonne tenue des exportations dans tous les Etats membres à l'exception du Bénin, de la Guinée Bissau et du Mali. Les performances les plus importantes ont été enregistrées en Côte d'Ivoire (+77%), au Togo (+58,5%) et au Burkina Faso (+40,5). Par contre, la Guinée Bissau a été l'Etat de l'Union dont les exportations ont le plus chuté (-72,7%) au cours du trimestre sous revue, en lien avec la baisse des prix de la noix de cajou et le Mali a enregistré des exportations en recul durant toute l'année 2018.

Les importations en valeur de l'Union ont connu au 4^{ème} trimestre 2018 une légère baisse de 0,6%, en variation trimestrielle, en lien avec leur contraction observée en Côte d'Ivoire (-4,3%), au Mali (-10,1%) et au Niger (-11,9%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les crédits à l'économie sont en hausse.

Introduction

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note, première de l'année 2019, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2018 et fait une brève projection sur le premier trimestre 2019. Elle est divisée en trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour de janvier 2019 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données «The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2018. Les données nationales proviennent des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

La croissance économique mondiale a été de 3,7% en 2018, légèrement en deçà de son niveau de 2017 (3,8%), et devrait être de 3,5% en 2019. L'économie mondiale s'essouffle malgré une dynamique vigoureuse de l'activité, un état d'esprit favorable sur les marchés, des conditions financières qui demeurent accommodantes et les répercussions de la politique financière expansionniste des Etats – Unis. Toutefois, cette croissance serait soutenue par une activité en hausse dans les pays avancés qui continueraient de bénéficier de conditions financières souples sur la période considérée, malgré un resserrement progressif.

Aux Etats–Unis, la croissance économique a été de 2,9% en 2018 contre 2,2% en 2017. Cette progression s'expliquerait par un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017. En effet, la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices et la déductibilité temporaire de tous les investissements a dû stimuler l'activité économique. En 2019, la croissance devrait décélérer pour se situer à 2,5%.

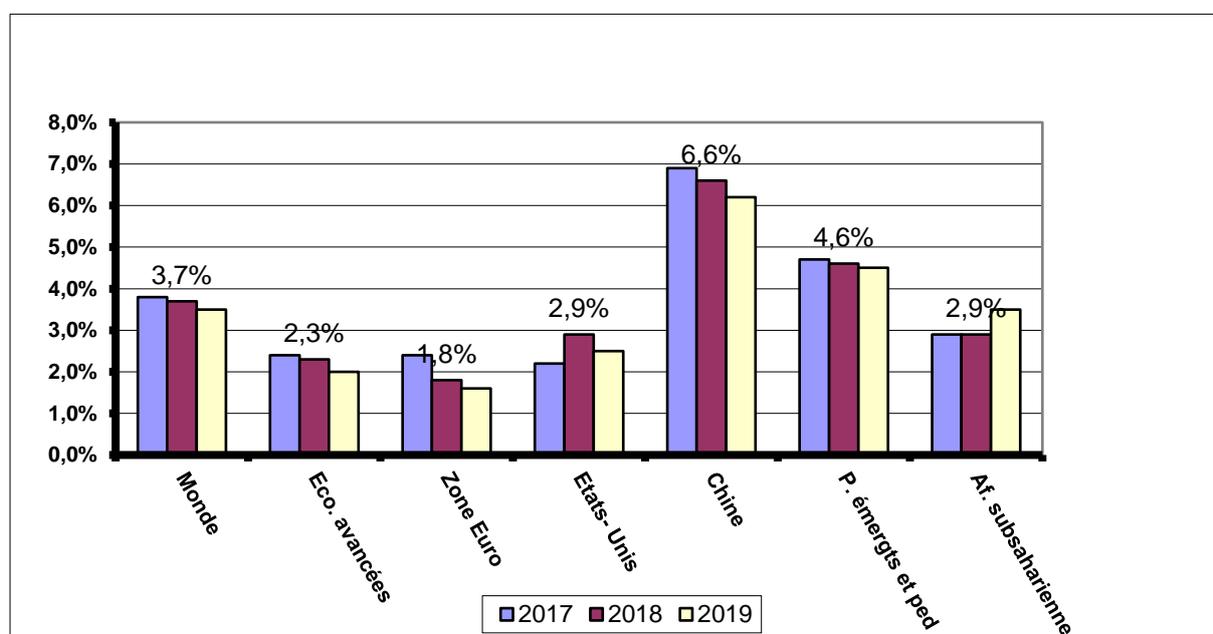
En Zone euro, la croissance de l'économie a été de 1,8% en 2018, contre 2,4% en 2017. Cette baisse est en lien avec une demande intérieure en régression, malgré une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la demande extérieure. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,6%, freinée par une

faible productivité sur fonds de réformes insuffisantes et d'une évolution démographique défavorable (vieillesse de la population).

Pour sa part, la croissance économique en Chine, a fléchi en 2018 pour se situer à 6,6% contre 6,9% en 2017. Ce ralentissement est, entre autres, le résultat d'une augmentation de la dette non financière en pourcentage du PIB. Pour 2019, le rééquilibrage de l'investissement vers la consommation privée et de l'industrie vers les services se poursuivrait. La croissance devrait encore ralentir à 6,2% en raison de l'accumulation de facteurs de vulnérabilités.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance économique a été de 2,9% comme en 2017, portée par une amélioration progressive de l'économie des pays exportateurs de produits de base. La croissance s'améliorerait au Nigéria avec le redressement de la production et des cours du pétrole. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés est passée à 2,0% contre 1,7% en 2017, sous l'effet de la hausse des prix des produits de base due, entre autres, à l'affermissement de la demande. Par ailleurs, le fait que la croissance soit supérieure à la croissance potentielle accentue les tensions inflationnistes. Aux Etats – Unis, l'inflation hors alimentation et énergie est passée de 1,8% en 2017 à 2,0% en 2018, puisque la croissance a dépassé son potentiel.

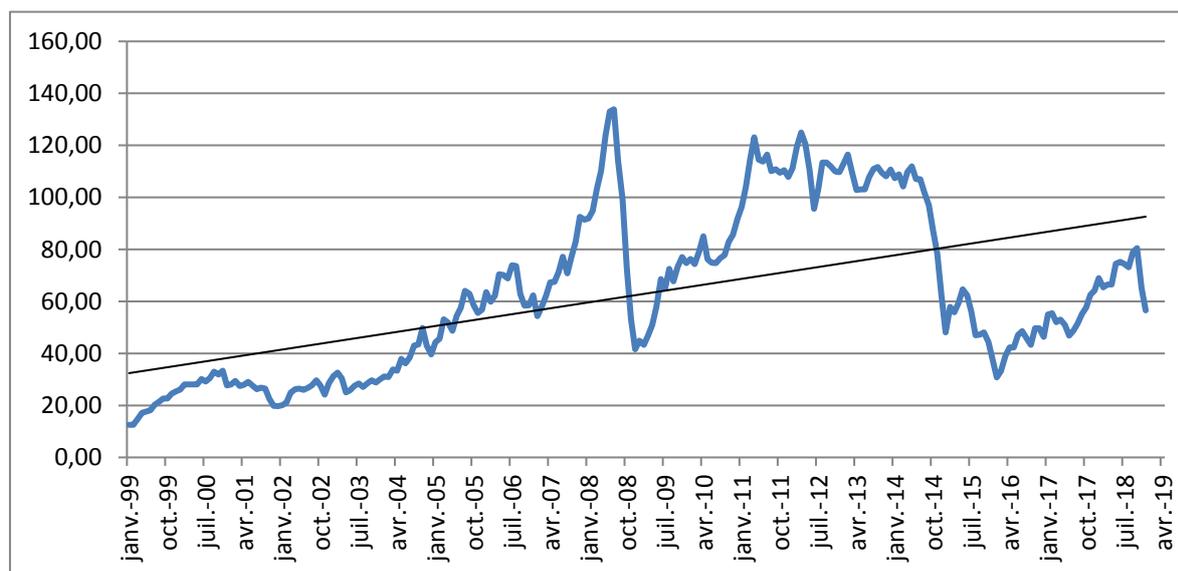
En Zone euro, l'inflation hors alimentation et énergie est montée de 1,1% en 2017 à 1,2% en 2018 en raison principalement du fait que la croissance dépasserait la tendance.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale est passée de 4,3% en 2017 à 4,9% en 2018, en lien avec la hausse des prix de l'énergie et l'importance des écarts de production.

1.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont baissé de 10,7%. Cette baisse des cours du brut s'explique par les incertitudes liées à l'économie mondiale et la baisse des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En glissement annuel, les cours ont augmenté de 9,6%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 1,3% entre les deux derniers trimestres de l'année 2018. Cette légère hausse des cours de l'once d'or provient essentiellement de l'augmentation du rôle de valeur refuge du métal jaune, suite à une conjoncture économique mondiale qui laisse présager des perspectives moins bonnes que précédemment. En glissement annuel, ces cours baissent de 3,6%.

Les cours du cacao ont baissé de 4,9% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette baisse des cours s'explique surtout par l'abondance de l'offre dans les principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest, particulièrement en Côte d'Ivoire et au Ghana. Par rapport au même trimestre de 2017, les cours du cacao sont en hausse de 3,9%.

Entre le quatrième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont progressé de 5,6%. Cette hausse des prix du café robusta s'explique principalement par la baisse de la production dans certaines régions productrices, conjuguée à une diminution de la demande, en liaison avec les perspectives moroses de l'économie mondiale. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 7,8%.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 1,3%, comparativement au trimestre précédent et de 3,1% en glissement annuel. Cette tenue mitigée des cours du coton pourrait découler d'une diminution de la demande, notamment dans les pays émergents et particulièrement en Chine.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2017	2018		Variations en %	
		T4	T3	T4	4T18/ 3T18	4T18/ 4T17
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	61,5	75,5	67,4	-10,7	9,6
Cacao	c / kg	205,0	224,0	213,0	-4,9	3,9
Café arabica	c / kg	308,0	277,0	303,0	9,4	-1,6
Café robusta	c / kg	204,0	178,0	188,0	5,6	-7,8
Huile d'arachide	\$/tm	1 379,0	1 465,0	1 435,0	-2,0	4,1
Huile de palme	\$/tm	701,0	612,0	555,0	-9,3	-20,8
Huile de palmiste	\$/tm	1 366,0	881,0	747,0	-15,2	-45,3
Maïs	\$ / tm	148,8	157,9	162,8	3,1	9,4
Riz brisé 5%	\$ / tm	400,7	402,7	404,7	0,5	1,0
Sorgho	\$ / tm	171,2	158,9	160,1	0,8	-6,5
Blé	\$ / tm	179,8	222,4	212,6	-4,4	18,2
Banane	\$ / tm	92,0				
Farine poisson	\$ / tm	571,0				
Sucre	c/kg	32,0	25,0	29,0	16,0	-9,4
Bois (Sawnwood) Cameroun	\$/décimètre cube	636,1	624,5	616,3	-1,3	-3,1
Coton (A Index)	c/kg	180,0	207,0	191,0	-7,7	6,1
Phosphate roche	\$/ tm	80,0	87,3	94,3	8,0	17,9
Or non monétaire	\$/ toz	1 275,0	1 213,0	1 229,0	1,3	-3,6

Source : PINKSHEET (Banque mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois a été de 2,5% en 2018 contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 3,2%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois s'est situé à -0,3% comme en 2017. En 2019, ce taux pourrait se maintenir à -0,3%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2018, comme en 2017. En 2019, ce taux devrait encore être stable.

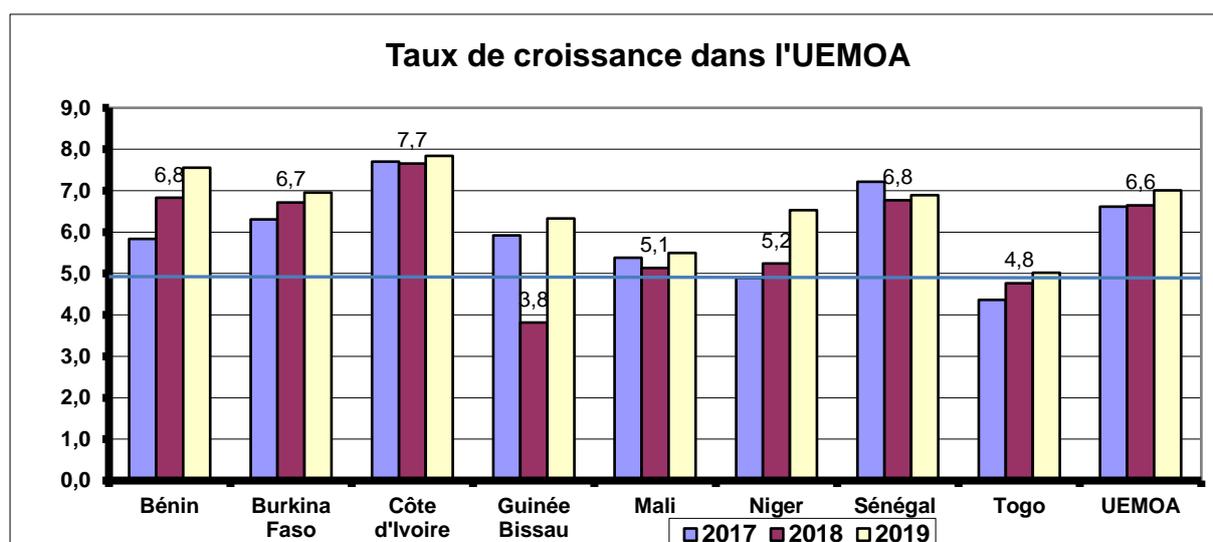
Le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt, particulièrement aux Etats – Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, il faut noter que les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2018, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,6% comme en 2017. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la relative baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans certains Etats membres. Pour 2019, il est attendu un taux de croissance de 6,9%.

Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 4% en 2018 à l'exception de la Guinée Bissau. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (6,5%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,7%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (5,1%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,8%).

Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs enregistrés au niveau de tous les secteurs.

Activité agricole

En raison de la mauvaise pluviométrie, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats non satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment au Burkina Faso. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les volumes de production les plus importants ont été relevés au Niger au niveau des cultures d'exportation et en Côte d'Ivoire pour les cultures vivrières.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou (87,4%). Le riz représente 41,0% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 37,0% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 49,0% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 12,4%.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin	11.269.403	9,2	1.104.872	21,9
Burkina Faso	4.063.198	-11,0	717.419	0,9
Côte d'Ivoire	17.603.318	7,8	5.368.576	-3,4
Guinée Bissau	401.345	2,0	183.057	-5,5
Mali	10.081.083	8,4	750.000	3,2
Niger	7.963.375	0,6	6.403.455	-0,1
Sénégal	3.437.766	12,4	1.716.083	41,4
Togo	3.498.418	10,6	156.349	2,1
UEMOA	58.317.906	5,8	16.115.202	3,3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au quatrième trimestre 2018 comparativement au trimestre précédent, l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a progressé de 33,6%. Cette forte hausse provient surtout de l'augmentation de la production de la branche de fabrication de meubles et activités non classées ailleurs de 113,0% et à un degré moindre de la hausse de la production de celle de fabrication de produits en caoutchouc et en matières plastiques de 27,2%.

On note, toutefois, au cours de la même période, une baisse importante de la production principalement dans les branches suivantes : « métallurgie, fonderie » (-46,2%), « construction de véhicules automobiles » (-30,2%), « Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage, fabrication de chaussures » (-27,8%). Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 17,9%.

En Guinée Bissau, l'indice de la production industrielle¹ a baissé de 0,5% au quatrième trimestre 2018, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution de la production de la branche « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques ». On a également noté une hausse de production surtout dans les branches suivantes : « fabrication d'ouvrages

¹ Calculé par la BCEAO

en métaux » et « production et distribution d'eau et d'électricité ». En glissement annuel, la production industrielle recule de 34,6%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	4T17	3T18	4T18	Var 4T18/3T18	Var 4T18/4T17
Bénin	140,0	128,8	nd	nd	nd
Burkina Faso	153,8	138,9	nd	nd	nd
Côte d'Ivoire	192,2	170,1	227,2	33,6%	17,9%
Guinée Bissau	226,0	148,7	147,9	-0,5%	-34,6
Mali	136,6	80,0	154,7	93,4%	13,2%
Niger	124,8	102,6	112,0	9,2%	-10,3%
Sénégal	123,4	119,3	124,3	4,1%	0,7%
Togo	146,7	121,0	108,1	-10,6%	-26,3%

Source : INS des Etats membres

Nd : non disponible

Au Mali, au quatrième trimestre de l'année 2018, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a fortement augmenté de 93,4%. Cette hausse s'explique essentiellement par celle de la production des branches suivantes : « égrenage coton », et « fabrication de textiles ». En glissement annuel, l'indice progresse de 13,2%.

Au Niger, la production industrielle, mesurée par l'IHPI, a progressé de 9,2% au cours de la période sous revue. Cette performance s'explique surtout par la hausse de la production de la branche « produits de l'extraction pétrolière » et, à un degré moindre, par celle des branches « produits miniers » et « production et distribution d'électricité ». On a aussi noté des baisses de production, principalement dans les branches suivantes : « production d'ouvrages en métaux », « fabrication de produits alimentaires et boissons ». En glissement annuel, la production industrielle recule de 10,3%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a progressé de 4,1%. Ce résultat se justifie essentiellement par l'augmentation de la production dans les branches suivantes : « industries alimentaires » (15,6%) et « industries mécaniques » (22,5%). Comparativement à la même période de l'année 2017, la production industrielle a progressé de 0,7%.

Au quatrième trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 10,6% au Togo. Cette baisse est surtout imputable aux diminutions de production enregistrées dans les branches « production et distribution d'électricité et de gaz » et « fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux ».

Toutefois, sur la même période, on a pu noter des hausses significatives, notamment dans les branches suivantes : « fabrication de textiles » et « fabrication de produits chimiques ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice baisse de 26,3%.

Activité dans le commerce et les services²

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires (ICA) de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a baissé de 8,5% par rapport au trimestre précédent. Cette mauvaise tenue de l'indice s'explique surtout par les baisses enregistrées au niveau du chiffre d'affaires des secteurs des industries cotonnières et textiles et des industries manufacturières. Il faut aussi souligner les bonnes performances enregistrées au niveau de l'élevage et de la pêche. En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 1,3%, en lien avec les hausses de chiffres d'affaires enregistrées par l'élevage et les industries chimiques.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail a progressé de 3,3% au quatrième trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique notamment par les hausses enregistrées aux niveaux de l'ameublement, des équipements et produits ménagers, des textiles, de l'habillement, des articles chaussants et cuirs et des autres produits. Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 7,9%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 0,6% au quatrième trimestre 2018, comparativement au troisième trimestre 2018. Cette progression s'explique surtout par la hausse du chiffre d'affaire du commerce de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 6,5% en raison du commerce de pièces détachées et de véhicules.

Au quatrième trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 2,8%. Cette augmentation provient essentiellement d'une hausse au niveau des services immobiliers et des hôtels, bars et restaurants. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 0,6%, principalement en raison d'une hausse du chiffre d'affaires dans les services sanitaires.

Créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2018, 925 entreprises ont été enregistrées contre 1024 entreprises au trimestre précédent, au Bénin, soit une baisse de 9,7%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 14,1%.

Au Burkina Faso, au dernier trimestre 2018, 2955 entreprises ont été enregistrées contre 3079 le trimestre précédent, soit une baisse de 4,0%. En glissement annuel, le

² Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

nombre d'entreprises enregistrées progresse de 49,8%. Pendant la même période, 52 entreprises soit 1,7% du total ont fermé leurs portes.

Au Mali, au cours de la période sous revue, 3111 entreprises ont été enregistrées. Parmi celles-ci, 58,0% sont des entreprises de commerce, 34,2% sont des sociétés de prestations de service.

Au Niger, 1721 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2018 contre 1197 au trimestre précédent, soit une hausse de 44,0%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 39,8%.

Au quatrième trimestre de l'année 2008, 12709 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 11611 au cours du trimestre précédent, soit une hausse de 9,5%. Au nombre de celles-ci, on compte 86,1% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 17,9%.

2.2. Evolution de l'inflation³

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix du quatrième trimestre 2018 a affiché une parfaite stabilité (taux d'inflation de 0,0%), par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette situation des prix s'explique notamment par la relative stabilité de l'évolution des sous-indices de toutes les composantes dont les variations sont, pour l'essentiel, restées en dessous de 1,0% en valeur absolue, à l'exception notable de la composante « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » dont l'indice a augmenté de 1,9% en variation trimestrielle. Cependant, tandis que le sous-indice de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » s'est affiché en baisse de 0,8%, ceux des composantes « Logement, eau et électricité » et « Transport » ont évolué à la hausse, respectivement de 0,9% et de 0,5%.

Cette évolution de l'IHPC global régional s'est, par ailleurs, traduite par une augmentation de 1,1% en glissement annuel, principalement sous l'effet des hausses de prix relevées pour les principales composantes, à savoir « Alimentation et boissons non alcoolisées », « Logement, eau et électricité » et « Transport » qui ont affiché des évolutions respectives de 1,6%, 2,0% et 1,6%. Sur la période, seules les fonctions « Enseignement » et « Restauration et Hôtel » ont affiché des évolutions à la baisse de leurs indices.

³ Les analyses ci-relatives à l'inflation ont été faites sur la base de données produites après un exercice de raccordement de l'IHPC national base 2014 à l'IHPC « capitale » base 2008. En effet, le Niger ne produit plus l'indice base 2008 depuis le mois d'août 2018. Il en est de même pour le Burkina Faso et le Togo depuis septembre 2018, pour le Bénin depuis le mois d'octobre 2018, pour le Mali et la Guinée-Bissau depuis le mois de janvier 2019. L'indice IHPC national base 2014 devrait être utilisé dans les prochaines éditions de la note de conjoncture.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondé Ration	2017	2018				Variations (%)	
		T4	T1	T2	T3	T4	4T18/ 3T18	4T18/ 4T17
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	120,7	121,2	122,6	123,6	122,6	-0,8	1,6
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	111,1	111,5	111,5	113,2	115,4	1,9	3,8
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,2	108,3	108,4	108,5	108,7	0,3	0,5
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	111,8	112,6	112,7	113,0	114,0	0,9	2,0
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	114,7	114,7	114,6	114,5	115,2	0,7	0,4
Santé	360,6	104,1	104,5	104,5	104,2	104,2	0,0	0,1
Transport	1192,2	105,8	106,1	106,4	106,9	107,5	0,5	1,6
Communication	635,1	76,9	77,0	76,4	76,4	77,0	0,8	0,1
Loisir et culture	283,2	103,0	103,1	103,7	103,8	103,7	-0,1	0,7
Enseignement	271,7	120,0	120,0	119,9	119,6	119,9	0,3	-0,1
Restaurant et hôtel	1010,4	120,3	120,8	120,9	120,3	120,2	-0,1	-0,1
Biens et services divers	446,7	109,1	110,1	110,5	110,3	111,1	0,7	1,8
Total	10000,0	111,9	112,3	112,7	113,1	113,1	0,0	1,1

Source : CStat /Commission de l'UEMOA

Concernant la dynamique de l'inflation au niveau des Etats membres de l'Union, elle indique que, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018, les hausses de prix relativement importantes relevées dans certains Etats membres, notamment en Guinée-Bissau (+2,5%) et au Burkina Faso (+1,5%), ont, non seulement, été atténuées par la relative stabilité des prix en Côte d'Ivoire (+0,2%), au Sénégal (+0,3%) et au Togo (+0,1%), mais aussi par les baisses de prix enregistrées au Niger (-4,2%) et, dans une moindre mesure, au Mali (-0,7%). Ces évolutions expliquent la stabilité des prix observée en variation trimestrielle.

En glissement annuel, l'évolution à la hausse de l'indice global régional a notamment été portée par la hausse des prix au Togo (+2,2), dans un contexte où les prix se sont affichés en hausse modérée dans les deux (02) premières économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (+1,2%) et le Sénégal (+0,6), et aux hausses de prix relativement importantes survenues en Guinée-Bissau (+4,7%) et au Burkina Faso (+3,1%). Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2017, seul le Niger a affiché une baisse de prix (-1,7%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2017	2018				Variations (%)	
		T3	T4	T1	T2	T3	4T18/ 3T18	4T18/ 4T17
BENIN	807,3	112,6	111,6	113,2	113,0	113,9	0,8	1,2
BURKINA	849,0	109,2	108,5	110,5	110,9	112,6	1,5	3,1
COTE D'IVOIRE	3 796,9	114,4	115,0	115,5	115,6	115,8	0,2	1,2
GUINEE-BISSAU	216,6	110,2	109,8	111,3	112,6	115,4	2,5	4,7
MALI	740,0	115,3	114,2	116,5	117,5	116,7	-0,7	1,3
NIGER	602,8	112,0	114,7	114,6	114,9	110,1	-4,2	-1,7
SENEGAL	1 958,6	106,7	105,6	104,3	107,0	107,4	0,3	0,6
TOGO	1 028,9	115,0	116,2	118,1	117,4	117,5	0,1	2,2
UEMOA	10 000,0	111,9	112,3	112,7	113,1	113,1	0,0	1,1

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Par ailleurs, au niveau régional, les prix des produits frais ont enregistré une légère hausse de 0,2%, par rapport au troisième trimestre 2018, tandis que pour les prix des produits énergétiques, l'IHPC y relatif a affiché une progression modérée à la hausse (+0,9%). En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et énergétiques, est restée stable (0,0%) en variation trimestrielle, traduisant la relative stabilité des prix hors produits frais et produits énergétiques dans la plupart des Etats membres de l'Union, à l'exception notable du Bénin où les prix desdits produits ont enregistré une baisse de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2018.

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	0,8	1,0	0,1	2,3	0,1	-0,8	-1,1	1,8	0,2
Indice Energie	1,9	0,2	2,5	6,0	-0,1	0,2	0,0	-0,6	0,9
Taux d'inflation sous-jacente	-2,1	-0,1	0,2	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,4	0,0
produits locaux	-0,6	-0,4	0,3	1,3	0,1	-0,4	-0,4	0,6	0,1
produits importés	0,6	1,7	0,4	0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,4	0,4
produits du secteur primaire	-0,3	-0,3	0,8	4,4	-0,1	-0,9	-0,6	1,4	0,1
produits du secteur secondaire	2,9	1,1	0,1	0,5	0,0	0,1	-0,1	0,6	0,5
produits du secteur tertiaire	-0,4	0,5	0,3	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Biens non durables	0,1	0,6	0,3	1,3	0,1	-0,5	-0,5	1,0	0,2
Biens semi durables	0,9	0,5	0,5	1,8	-0,1	0,4	0,0	0,1	0,3
Biens durables	2,3	-0,9	0,1	0,0	0,0	0,4	-0,2	0,2	0,0

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Au niveau des Etats membres de l'Union, on note les baisses de 1,1% et de 0,8% des prix des produits frais, respectivement au Sénégal et au Niger. Ces baisses de prix

ont notamment compensé la relative stabilité des prix desdits produits en Côte d'Ivoire (+0,1%) et les hausses relevées en Guinée-Bissau (+2,3%) et au Togo (+1,8%). S'agissant des prix des produits énergétiques, ils ont enregistré une hausse modérée de 0,9%, notamment entraînée par les augmentations de prix observées en Guinée-Bissau (+6,0%), en Côte d'Ivoire (+2,5%) et au Bénin (+1,9%). Ces hausses de prix n'ont été que partiellement atténuées par les baisses relevées au Togo (-0,6%) et au Mali (-0,1%).

2.3. Secteur extérieur

Exportations

Les exportations de l'Union ont, au 4ème trimestre 2018, enregistré une hausse de 958,1 Mds, soit +38,6%, par rapport au 3ème trimestre 2018. Cette hausse résulte de la bonne tenue des exportations dans tous les Etats membres, à l'exception du Bénin⁴, de la Guinée-Bissau et du Mali. Les performances les plus importantes ont été enregistrées en Côte d'Ivoire (+77%), au Togo (+58,5%) et au Burkina Faso (+40,5). En revanche, la Guinée Bissau a été l'Etat de l'Union dont les exportations ont le plus chuté (-72,7%) au cours du trimestre sous revue, en lien avec la baisse des prix de la noix de cajou et le Mali a enregistré des exportations en recul durant toute l'année 2018.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18
Bénin	98,99	174,13	75,59	82,05	147,15	164,35	121,03	93,64
Burkina Faso	456,95	445,73	310,01	461,48	601,97	438,06	315,08	442,57
Côte d'Ivoire	2 448,49	2 086,45	1 238,72	1 768,64	2 015,59	1 580,43	1 130,33	2 000,45
Guinée Bissau	0,00	75,36	35,81	2,93	5,72	47,72	69,32	18,91
Mali	368,50	352,71	358,86	473,35	456,87	435,78	424,27	338,92
Niger	83,35	88,28	95,28	108,18	56,83	97,63	117,57	141,38
Sénégal	436,01	402,71	324,04	323,64	384,20	432,70	396,28	456,74
Togo	121,38	118,61	90,41	103,23	107,97	113,69	67,36	106,76
UEMOA	4 013,67	3 743,98	2 528,72	3 323,48	3 776,30	3 310,36	2 641,24	3 599,36

Source : INS des Etats

Pour ce qui est du Sénégal, les exportations des biens se sont renforcées de 60,5 Mds au 4ème trimestre 2018, par rapport au trimestre précédent, soit une hausse de 15,3%. Selon les analyses de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), les exportations ont été portées principalement par l'or non monétaire (+113,2 Mds), les produits pétroliers (+1,8 Mds) et le zircon (+1,5 Mds). Les exportations des autres

⁴ Les données du Bénin sur le commerce extérieur sont provisoires.

produits, notamment l'acide phosphorique et les produits alimentaires ont atténué cette hausse, en se repliant respectivement de 26,2 Mds et 22,1 Mds. Les exportations du Sénégal vers les Etats de l'Union sont évaluées à 85,4 Mds au 4ème trimestre, soit une hausse de 3,4% par rapport au 3ème trimestre 2018, avec le Mali comme principal destinataire des produits, d'après la DPEE.

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union s'est consolidée de 8,3%, portée en grande partie par la Côte d'Ivoire (+231,8 Mds) et le Sénégal (+133,1 Mds). Toutefois, en moyenne annuelle sur 2018, les exportations se sont contractées de 282,6 Mds, soit de 2,1%. Cette situation résulte des évolutions instables observées au cours de l'année dans les différents Etats membres de l'Union.

Par exemple, au Sénégal, les exportations ont augmenté en glissement annuel de 41,1% (+133,1 Mds), suite à une hausse des ventes au niveau de tous les principaux produits, notamment l'or non monétaire (+76,6 Mds), les produits alimentaires (+23,3 Mds), acide phosphorique (+13 Mds), produits pétroliers (+6,5 Mds), zircon (+7,6 Mds) et les autres produits (+6,1 Mds), d'après la DPEE. De même, en moyenne annuelle, les exportations sont évaluées en hausse de 183,6 Mds (+12,3%), sous l'effet de l'augmentation des exportations de tous les produits, exceptés le ciment et le titane dont les montants se sont repliés respectivement de 31,2 Mds (-24,1%) et 3,9 Mds (-10,3%).

Par contre, en Côte d'Ivoire, en dépit de la forte augmentation des exportations en glissement annuel, elles se sont contractées de 815,5 Mds, en moyenne, sur l'année 2018, comparativement à 2017, suite au repli des produits primaires (-5,8%) et des produits pétroliers (-6,4%) selon la Direction Générale de l'Economie (DGE).

Importations

Les importations en valeur de l'Union ont connu une légère baisse de 0,6% en variation trimestrielle au 4ème trimestre 2018, en lien avec leur contraction observée en Côte d'Ivoire (-4,3%), au Mali (-10,1%) et au Niger (-11,9%).

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18
Bénin	356,25	360,48	498,88	495,50	447,76	434,62	410,91	433,59
Burkina Faso	492,46	540,33	575,86	596,38	549,20	543,84	559,14	580,46
Côte d'Ivoire	1 263,39	1 619,58	1 326,94	1 380,34	1 407,23	1 481,38	1 640,75	1 570,40
Guinée Bissau	23,14	33,13	29,98	31,60	27,87	36,57	25,87	32,35
Mali	624,30	640,90	732,50	560,60	702,50	653,00	587,60	528,50
Niger	203,27	248,58	253,19	287,00	343,47	393,83	367,73	324,00
Sénégal	805,50	908,77	881,25	940,98	942,60	955,30	971,06	1 047,30
Togo	220,58	222,82	232,16	261,60	249,91	223,39	241,71	258,26
UEMOA	3 988,90	4 574,60	4 530,76	4 553,99	4 670,53	4 721,94	4 804,76	4 774,86

Source : INS des Etats

Le Sénégal et la Guinée Bissau ont été les Etats dont les importations ont le plus augmenté au 4ème trimestre 2018, comparativement au 3ème trimestre de la même

année. En effet, les achats de biens du Sénégal à l'extérieur affichent une hausse de 76,2 Mds (+7,9%), tirées principalement par les produits pétroliers (+58,5 Mds) et alimentaires (+29 Mds), les « machines, appareils et moteurs » (+12 Mds) et les produits pharmaceutiques (+1,3 Mds), d'après les analyses du DPEE. Cette hausse pourrait s'expliquer, entre autres, par l'approche de la tenue de l'élection présidentielle, caractérisée par des anticipations avec la constitution de stocks de réserve. Les importations du pays en provenance de l'UEMOA sont évaluées à 16,2 Mds au 4ème trimestre 2018, soit en baisse de 25,3% par rapport au 3ème trimestre 2018.

En glissement annuel, l'Union enregistre une progression de 220,9 Mds (+4,8%), consécutivement au regain des importations en Côte d'Ivoire (+13,8%), au Niger (+12,9%) et au Sénégal (+11,3%). Sur toute l'année 2018 comparativement à 2017, les importations de l'Union ont augmenté, en moyenne, de 6 098,7 Mds (+34,6%), suite à la hausse relevée dans tous les Etats membres.

Taux de couverture

La couverture des importations par les exportations de l'Union s'est améliorée au cours du 4ème trimestre 2018 par rapport au 3ème trimestre de l'année. Cette amélioration résulte des effets combinés de la hausse des exportations (+38,6%) et de la baisse des importations (-0,6%).

L'examen de la situation, par Etat membre, permet de relever une amélioration du taux de couverture dans tous les Etats, sauf au Bénin, en Guinée Bissau et au Mali, avec une hausse importante en Côte d'Ivoire (+58,5 points de pourcentage). Toutefois, en Guinée-Bissau, les performances des 2ème et 3ème trimestres 2018 se sont estompées en fin d'année avec une baisse de 209,5 points de pourcentage.

En glissement annuel, le taux de couverture s'est amélioré de 2,4 points de pourcentage.

Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T18	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18
Bénin	27,79	48,31	15,15	16,56	32,86	37,81	29,45	21,60
Burkina Faso	92,79	82,49	53,83	77,38	109,61	80,55	56,35	76,25
Côte d'Ivoire	193,80	128,83	93,35	128,13	143,23	106,69	68,89	127,38
Guinée Bissau	0,00	227,46	119,43	9,26	20,52	130,49	267,97	58,44
Mali	59,03	55,03	48,99	84,44	65,04	66,74	72,20	64,13
Niger	41,00	35,51	37,63	37,69	16,55	24,79	31,97	43,64
Sénégal	54,13	44,31	36,77	34,39	40,76	45,29	40,81	43,61
Togo	55,03	53,23	38,94	39,46	43,20	50,89	27,87	41,34
UEMOA	100,62	81,84	55,81	72,98	80,85	70,11	54,97	75,38

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

La bonne tenue des exportations et la baisse des importations ont conduit, en net à une amélioration du solde commercial de l'Union au 4ème trimestre 2018, comparativement au 3ème trimestre 2018. En effet, le déficit commercial s'est résorbé de 998,04 Mds entre les deux (02) derniers trimestres de l'année 2018, alors qu'il s'était détérioré de 751,96 Mds le trimestre précédent. Cette amélioration n'a pu, tout de même, empêcher le solde commercial de se creuser de 2781,1 Mds, en moyenne annuelle, par rapport à la moyenne de 2017. En glissement annuel, le solde commercial affiche une détérioration de 182,9 Mds.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18
Bénin	-257,26	-186,35	-423,29	-413,46	-300,61	-270,27	-289,89	-339,95
Burkina Faso	-35,50	-94,61	-265,86	-134,90	52,77	-105,78	-244,07	-137,88
Côte d'Ivoire	1 185,11	466,86	-88,22	388,30	608,36	99,05	-510,42	430,05
Guinée Bissau	-23,14	42,23	5,83	-28,67	-22,15	11,15	43,45	-13,44
Mali	-255,81	-288,19	-373,64	-87,25	-245,63	-217,22	-163,33	-189,58
Niger	-119,92	-160,30	-157,90	-178,82	-286,64	-296,20	-250,16	-182,62
Sénégal	-369,49	-506,06	-557,20	-617,34	-558,40	-522,60	-574,78	-590,57
Togo	-99,20	-104,21	-141,75	-158,37	-141,94	-109,70	-174,34	-151,50
UEMOA	24,77	-830,62	-2 002,04	-1 230,51	-894,23	-1 411,57	-2 163,53	-1 175,49

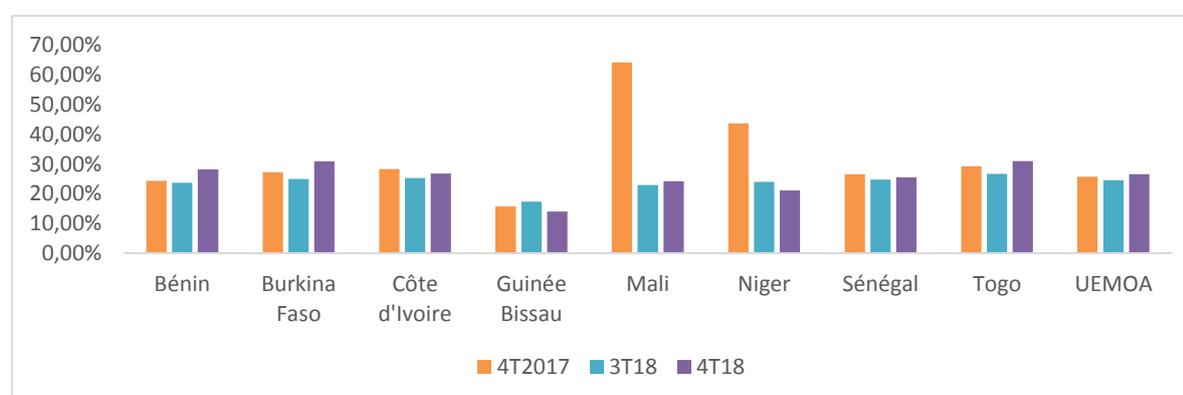
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Compétitivité extérieure

Taux de pénétration

Le 4ème trimestre 2018 est caractérisé par une amélioration du taux de pénétration de l'Union, comparativement au trimestre précédent. En effet, il est passé de 24,6% au 3ème trimestre 2018 à 26,5% au 4ème trimestre 2018, soit une augmentation de 1,9 point de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Sur une analyse annuelle, il est observé une légère amélioration du taux de pénétration de l'Union (+0,78 point de pourcentage) par rapport au 4ème trimestre 2017. Le taux de pénétration de l'Union demeure faible, traduisant les difficultés de changement de la structure productive des Etats membres et d'amélioration de leurs exportations hors produits primaires fortement sensibles aux prix et aléas climatiques.

2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2018, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes totales s'y sont établies à 3056,0 Mds, contre 3066,3 Mds au quatrième trimestre de l'année précédente. En d'autres termes, cette évolution correspond à une diminution absolue de 10,4 Mds et à une baisse relative de 0,3%, en glissement annuel.

Tableau 11: Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres (en Mds)

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	235,9	425,6	1043,1	25,2	292,5	204,7	828,9	-
	<i>240,4</i>	<i>367,4</i>	<i>1053,0</i>	<i>21,4</i>	<i>435,6</i>	<i>183,8</i>	<i>764,8</i>	<i>189,3</i>
	-1,8%	15,8%	-0,9%	18,1%	-32,8%	11,3%	8,4%	-
Recettes Fiscales	175,9	362,0	946,3	20,3	230,3	198,2	602,8	-
	<i>197,2</i>	<i>331,3</i>	<i>793,1</i>	<i>17,6</i>	<i>353,9</i>	<i>158,1</i>	<i>482,4</i>	<i>172,1</i>
	-10,8%	9,3%	19,3%	14,8%	-34,9%	25,4%	25,0%	-
Recettes non fiscales	60,1	63,7	148,1	5,0	20,2	6,0	64,6	-
	<i>43,2</i>	<i>36,2</i>	<i>143,0</i>	<i>3,7</i>	<i>40,7</i>	<i>25,6</i>	<i>16,7</i>	<i>17,2</i>
	39,0%	76,1%	3,5%	33,4%	-50,4%	-76,5%	286,8%	-
Dépenses Totales	184,7	709,6	1574,9	26,8	671,1	519,2	690,0	-
	<i>282,1</i>	<i>676,2</i>	<i>1646,3</i>	<i>26,9</i>	<i>657,2</i>	<i>517,7</i>	<i>607,6</i>	<i>181,6</i>
	-34,5%	4,9%	-4,3%	-0,4%	2,1%	0,3%	13,6%	-
Dépenses Courantes	145,4	365,5	940,5	26,7	-	195,6	209,1	-
	<i>204,1</i>	<i>397,4</i>	<i>929,5</i>	<i>26,5</i>	-	<i>188,3</i>	<i>213,2</i>	<i>150,0</i>
	-28,8%	-8,0%	1,2%	0,9%	-	3,9%	-1,9%	-
Dépenses en Capital	39,3	344,2	452,1	0,1	263,9	323,6	240,1	-
	<i>78,0</i>	<i>278,8</i>	<i>517,0</i>	<i>0,3</i>	<i>290,7</i>	<i>329,5</i>	<i>180,1</i>	<i>84,4</i>
	-49,6%	23,4%	-12,5%	-58,2%	-9,2%	-1,8%	33,3%	-
Solde Global	72,7	-158,8	-2345,8	-1,1	-378,6	-314,5	138,9	72,7
	<i>-41,7</i>	<i>-187,2</i>	<i>-566,8</i>	<i>-3,5</i>	<i>-221,6</i>	<i>-331,2</i>	<i>126,0</i>	<i>40,7</i>
	-274,3%	-15,2%	313,8%	-68,7%	70,9%	-5,0%	10,3%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2017. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

L'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, au quatrième trimestre 2018 indique un léger repli des recettes totales qui tient essentiellement à la baisse de 143,0 Mds (-32,8%) des recettes budgétaires du Mali qui n'ont pas été complètement compensées par les hausses relevées dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Sénégal (+64,1 Mds, soit +8,4%), au Burkina Faso (+58,2 Mds, soit +15,8%) et au Niger (+20,9 Mds, soit +11,3%). En dehors de ces Etats membres, les recettes totales ont connu des évolutions modestes au sein de l'Union.

Du point de vue des composantes des recettes budgétaires, il ressort de l'analyse que le léger recul des recettes totales de l'Union s'explique essentiellement par la baisse des dons et recettes affectées en Côte d'Ivoire. En effet, en dépit de la baisse de 123,6 Mds (-34,9%) des recettes fiscales du Mali et, dans une moindre mesure, de celle des recettes fiscales du Bénin (-21,3 Mds, soit -10,8%), les recettes fiscales de l'Union se sont inscrites en augmentation de 202,1 Mds (+8,7%) en glissement annuel. Les recettes fiscales se sont notamment affichées en hausse de 153,2 Mds (+19,3%) et de 120,4 Mds (+25,0%), respectivement en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une hausse de 58,2 Mds (+18,9%) en glissement annuel, particulièrement portées par les hausses enregistrées au Sénégal (+47,9 Mds, soit +286,8%), au Burkina Faso (+27,5 Mds, soit +76,1%), au Bénin (+16,9 Mds, soit +39,0%) et Côte d'Ivoire (+5,1 Mds, soit +3,5%). Sur la même période, le Mali (-20,5 Mds, soit -50,4%) et le Niger (-19,6 Mds, soit -76,5%) ont, quant à eux, enregistré des baisses de leurs recettes non fiscales.

2.4.2 Dépenses

Au quatrième trimestre 2018, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en baisse de 37,7 Mds, soit une diminution relative de 0,9% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2017. Cette dynamique des dépenses publiques de l'Union tient notamment aux baisses de dépenses observées au Bénin (-97,3 Mds, soit -34,5%) et en Côte d'Ivoire (-71,4 Mds, soit -4,3%) sur la période, c'est-à-dire en glissement annuel. En effet, sur la même période, les dépenses publiques totales se sont notamment affichées en hausse au Sénégal (+82,3 Mds, soit +13,6%), au Burkina Faso (+33,4 Mds, soit +4,9%) et au Mali (+14,0 Mds, soit +2,1%).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques selon leurs composantes permet de constater que celle-ci a été principalement induite par la baisse des dépenses courantes de l'Union, notamment liée à celles observées au Bénin (-58,7 Mds, soit -28,8%) et au Burkina Faso (-31,9 Mds, soit -8,0%). S'agissant des dépenses en capital de l'Union, elles se sont affichées en repli de 11,1 Mds (soit, -0,7%), particulièrement en lien avec les baisses de dépenses d'investissement survenues en Côte d'Ivoire (-64,9 Mds, soit -12,5%), au Bénin (-38,7 Mds, soit -49,6%) et au Mali (-26,8 Mds, soit -9,2%)⁵. Ces baisses de dépenses d'investissement sont venues compenser les

⁵ Dans le cas particulier de la Côte d'Ivoire, le recul observé tient notamment à certains retards observés, notamment en rapport, entre autres éléments, avec le niveau d'exécution de certains projets tels que la Couverture Maladie Universelle et le projet CDD.

hausse de dépenses en capital observées au Burkina Faso (+65,3 Mds, soit +23,4%) et au Sénégal (+60,0 Mds, soit +33,3%) sur la période.

2.4.3 Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au quatrième trimestre 2018 indique que, globalement, la position budgétaire déficitaire de l'Union s'est dégradée de 359,5 Mds par rapport au quatrième trimestre 2017, pour se situer à 1585,6 Mds. Cette dynamique de la position budgétaire régionale s'explique essentiellement par la dégradation relativement importante de la position budgétaire globale de la Côte d'Ivoire dont le solde global s'est établi à -944,3 Mds au dernier trimestre 2018, contre -566,8 Mds au quatrième trimestre de l'année précédente. En dehors, de cette évolution notable du solde budgétaire de la Côte d'Ivoire, les évolutions les plus remarquables de la position budgétaire parmi les Etats membres ont concerné l'amélioration du solde budgétaire du Bénin (+114,5, soit -274,3%) et la dégradation du solde budgétaire global du Mali (-157,0 Mds, soit +70,9%).

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2018, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de 1559,8 Mds de la masse monétaire, soit une progression de 6,4%, par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique notamment par les hausses de la masse monétaire relevées en Côte d'Ivoire (+782,2 Mds, soit +8,7%), au Sénégal (+306,4 Mds, soit +6,2%), au Burkina Faso (+218,7 Mds, soit +6,3%) et au Mali (+162,1 Mds, soit +6,3%). Sur la période considérée, seule la Guinée-Bissau affiche une diminution de sa masse monétaire évaluée à 22,6 Mds et correspondant à une baisse relative de 5,8%.

2.5.2. Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au sein de l'Union, l'analyse des données du quatrième trimestre de l'année 2018 indique une évolution à la hausse de 205,4 Mds, correspondant à une amélioration relative de 2,8%, par rapport au troisième trimestre 2018. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union s'explique par l'évolution favorable dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (+206,7 Mds, soit +21,1%). Ladite évolution favorable des actifs extérieurs nets a permis de compenser, dans une certaine mesure, les baisses observées au Sénégal (-163,7 Mds, soit -8,2%), en Guinée-Bissau (-50,3 Mds, soit -17,7%) et en Côte d'Ivoire (-17,9 Mds, soit -0,9%).

2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Au dernier trimestre de l'année 2018, les créances sur les autres sont globalement ressorties en hausse de 1169,4 Mds au niveau de l'Union, soit une progression relative de 6,1%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les secteurs de l'économie hors administrations publiques résulte de la progression desdites créances observée dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+610,6 Mds, soit +9,5%), au Bénin (+254,6 Mds, +19,2%) et au Sénégal (+197,9 Mds, soit +4,9%). Sur la période, seuls le Niger et le Togo affichent des replis avec des baisses respectives de 29,5 Mds (-3,4%) et 22,1 Mds (-1,8%).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres (en Mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1 395,9	3 715,6	9 723,7	365,0	2 744,8	1 126,2	5 259,7	1 724,1
	<i>1 364,5</i>	<i>3 496,9</i>	<i>8 941,5</i>	<i>387,6</i>	<i>2 582,7</i>	<i>1 076,1</i>	<i>4 953,3</i>	<i>1 692,5</i>
	2,3%	6,3%	8,7%	-5,8%	6,3%	4,7%	6,2%	1,9%
Actifs Extérieurs Nets	1 187,1	1 280,4	2 032,1	233,7	192,6	323,6	1 823,8	562,2
	<i>980,4</i>	<i>1 246,6</i>	<i>2 050,0</i>	<i>284,0</i>	<i>152,5</i>	<i>257,7</i>	<i>1 987,5</i>	<i>471,4</i>
	21,1%	2,7%	-0,9%	-17,7%	26,3%	25,6%	-8,2%	19,3%
Banque centrale	426,0	310,5	-	169,8	106,9	262,7	1 171,1	-
	<i>271,1</i>	<i>216,1</i>	-	<i>202,4</i>	<i>101,8</i>	<i>223,2</i>	<i>1 532,3</i>	-
	57,1%	43,7%	-	-16,1%	5,0%	17,7%	-23,6%	-
Banques Commerciales	761,1	969,9	-	64,0	85,7	60,9	652,7	-
	<i>709,3</i>	<i>1 030,5</i>	-	<i>81,5</i>	<i>50,8</i>	<i>34,6</i>	<i>455,2</i>	-
	7,3%	-5,9%	-	-21,5%	68,8%	76,0%	43,4%	-
Créances sur les autres secteurs	1 584,0	2 666,1	7 018,3	103,0	2 557,0	851,0	4 275,0	1 225,7
	<i>1 329,4</i>	<i>2 605,2</i>	<i>6 407,7</i>	<i>94,2</i>	<i>2 468,9</i>	<i>880,5</i>	<i>4 077,1</i>	<i>1 247,8</i>
	19,2%	2,3%	9,53%	9,4%	3,6%	-3,4%	4,9%	-1,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-40,0	225,6	2 318,3	70,0	522,6	274,6	467,8	208,4
	<i>254,3</i>	<i>78,1</i>	<i>1 846,6</i>	<i>51,9</i>	<i>633,1</i>	<i>217,5</i>	<i>119,6</i>	<i>257,9</i>
	-115,7%	189,0%	25,5%	34,9%	17,45%	26,3%	291,2%	-19,2%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2018, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2018. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.4. Créances nettes sur l'Administration Centrale

Au terme du quatrième trimestre 2018, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union que la position nette globale des

administrations publiques vis-à-vis du secteur bancaire s'est établie à 4047,3 Mds au dernier trimestre 2018, contre 3458,9 Mds au trimestre précédent, soit une augmentation de 588,3 Mds, correspondant à une dégradation relative de 17,0%. Du point de vue des Etats membres, cette dégradation de les Créances nettes sur l'Administration Centrale s'explique notamment par les progressions relativement importantes observées en Côte d'Ivoire (+471,7 Mds, soit +25,5%), au Sénégal (+348,2 Mds, soit +291,2%) et au Burkina Faso (+147,5 Mds, soit +189,0%). En variation trimestrielle, seuls le Bénin (-294,3 Mds, soit -115,7%), le Mali (-110,5 Mds, soit -17,4%) et le Togo (-49,5 Mds, soit -19,2%) ont enregistré des améliorations des créances nettes sur l'Administration Centrale vis-à-vis du secteur bancaire.

2.6. Activités de la BRVM⁶

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a enregistré en 2018, le reflux de ses indices de référence et de sa capitalisation boursière. Les indices BRVM 10 et BRVM composite ont fléchi respectivement de 15,1% et 18,6% sous l'impulsion du repli de la majorité des indices sectoriels. Les indices « BRVM-Industries » (-35,2%), « BRVM-Finances » (-19,9%), « BRVM- Distribution » (-21,6%), « BRVM-Transport » (-22,7%) et « BRVM-Services Publics » (-15,0%) ont enregistré les baisses les plus importantes.

La capitalisation boursière quant à elle, a reculé de 15,6% sous l'effet conjugué du reflux de 29,1% de la capitalisation du marché des actions et de la hausse de 15,5% de celle du marché des obligations. Le volume et la valeur transigés sur l'année 2018 se sont affaiblis respectivement de 39,1% et 49,7%.

2.7. Taux de change effectif réel⁷

Le taux de change effectif réel (TCER) a baissé de 2,5% au quatrième trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution traduit un gain de compétitivité, lié principalement au différentiel d'inflation favorable à l'Union (-3,0%) par rapport à ses partenaires, atténué par une légère hausse du taux de change effectif nominal (+0,5%).

L'évolution du taux de change effectif nominal au quatrième trimestre 2018 est en ligne avec l'appréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport à la roupie indienne (+7,8%), au cedi ghanéen (+5,9%), au rand sud-africain (+1,3%) et au yuan chinois (+1,4%). En revanche, le franc CFA s'est déprécié par rapport au dollar américain (-3,1%), au naira (-2,8%) et au franc suisse (-2,3%). Le taux d'inflation dans l'Union s'est situé à 0,9% au quatrième trimestre 2018 contre une hausse de 3,9% en moyenne dans les pays partenaires.

⁶ Extrait de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin décembre 2018

⁷ Extrait du Rapport sur la Politique Monétaire de la BCEAO de mars 2019.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Décembre 2018 – La Banque centrale américaine a relevé son principal taux directeur le mercredi 19 décembre. C'est la quatrième hausse de l'année et Wall Street s'y attendait, mais espérait que la Fed promette de s'arrêter là. Or, le nouveau patron de la Banque centrale n'est pas prêt à faire cette promesse, d'où une violente rechute des taux, à leur plus bas de l'année 2018.

Dans ce contexte, les investisseurs espéraient que la Banque centrale américaine s'engage à faire une pause dans ses hausses de taux directeur, si ce n'est ce mois-ci, du moins en 2019, or la réserve fédérale n'est pas prête à cela. Certes, elle n'envisage plus que deux hausses de taux et non plus trois. Et si elle n'exclut pas une pause, elle ne veut pas prendre le risque que l'inflation accélère brusquement, un scénario qui n'est pas à exclure, dans la situation de pénurie de main d'œuvre qui règne aux États-Unis.

Source : rfi.fr

Décembre 2018 – La BCE, la Banque centrale européenne, gardienne de l'euro, a décidé de mettre fin à son programme de rachats d'actifs mis en place il y a plus de trois ans. Appelée également « quantitative easing » ou assouplissement quantitatif, cette mesure monétaire permet de soutenir l'économie de la Zone euro et d'éviter une déflation.

Cet assouplissement quantitatif permet à la banque centrale de créer de la monnaie. Avec cet argent, elle achète des emprunts privés ou des emprunts d'Etat à des investisseurs. Ces derniers peuvent ensuite réinjecter ces liquidités dans l'économie et ainsi stimuler la croissance et alimenter l'inflation. L'un des objectifs étant d'éviter la déflation et la baisse des prix qui, mécaniquement, provoque un ralentissement de l'activité économique. En trois ans, la BCE a racheté 2 600 milliards d'euros d'actifs, soit autant d'argent qui a été réinjecté dans l'économie, ce qui a permis à la Zone euro d'éviter le pire.

Source : rfi.fr

Novembre 2018 –. En France, le budget de l'aide au développement doit sensiblement augmenter d'ici 2022. C'est la promesse faite en 2018 par le président Macron. Il avait notamment développé cette promesse, il y a tout juste un an, lors de son déplacement à Ouagadougou. Dans ce cadre, l'Agence française de développement (AFD) va jouer un rôle de premier plan. En 2019, celle-ci sera dotée d'un milliard d'euros de crédits supplémentaires pour intervenir dans les pays les plus pauvres et notamment au Sahel. Certains députés de la majorité regrettent toutefois l'absence de transparence de l'action de l'AFD et appellent à un pilotage plus politique de l'aide française.

Source : rfi.fr

Novembre 2018 - Christine Lagarde s'inquiète de l'évolution politique du monde. De passage à Paris, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a donné une longue interview au journal Les Echos, dans laquelle elle estime que l'instabilité actuelle et la montée des populismes peuvent entraîner de lourdes conséquences économiques.

Les phénomènes tels que la baisse du niveau de vie des classes moyennes, l'aggravation des inégalités ou encore la colère montante contre les élites pousse certains pays vers les populismes. La situation n'est pas la même que lors de la crise de 2008 car le secteur bancaire a été relativement bien sécurisé, mais les risques se sont déplacés vers la périphérie du système. En clair, il s'agit de produits financiers toxiques ou encore de mécanismes d'évasion fiscale. De plus, l'endettement global des acteurs économiques, publics et privés confondus, s'est accru. Cette dette représente dans le monde 182 000 milliards de dollars, soit une hausse de 60% en dix ans. La situation des pays à plus faibles revenus est plus préoccupante.

Source : Lesehos.fr

Octobre 2018 - Le Fonds monétaire international (FMI) a publié ses traditionnelles projections jusqu'à 2020. Conclusion : les barrières commerciales décidées par les Etats-Unis, notamment contre la Chine, et les représailles chinoises entraîneront une baisse de la croissance mondiale de 1%. D'après le FMI, dix ans après la crise financière, l'économie se porte mieux mais des incertitudes grandissantes ont émergé : hausse des taux d'intérêt américains décidée par la FED, Brexit, et surtout la guerre commerciale déclarée entre les Etats-Unis et la Chine.

Source : rfi.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Décembre 2018 – Selon des statistiques du Centre de formalité des entreprises (CFE), 9241 nouvelles entreprises ont été créées en 2018 au Togo. Ces chiffres démontrent à suffisance l'engouement des Togolais pour l'entrepreneuriat, face au manque d'emploi. D'après les statistiques, 1281 nouvelles entreprises ont vu le jour seulement en octobre 2018. Ce chiffre représente une hausse de 65,7% par rapport au mois de septembre où le nombre d'entreprises créées avait atteint son plus bas niveau depuis janvier. De janvier à octobre 2018, 9241 nouvelles entreprises se sont formalisées, contre 7243 la même période l'année dernière. En glissement annuel, ce taux représente une hausse de 27,5%.

Source : IZF.NET

Décembre 2018 – Le 21 décembre, le conseil d'administration du FMI a achevé la première revue de l'accord de financement triennal conclu entre le FMI et le Burkina Faso au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), portant sur un prêt de 157,6 millions de dollars (127,5 millions d'euros). Cette première revue a validé un décaissement

immédiat de 25,1 millions de dollars, ce qui porte le total des sommes débloquées à ce jour à 50,1 millions de dollars.

Malgré ce feu vert, le communiqué du FMI reste critique. Tao Zhang, directeur général adjoint et président par intérim de l'institution, relève notamment la persistance de goulets d'étranglement des infrastructures, notamment dans l'énergie et les transports, et la nécessaire maîtrise des dépenses récurrentes, entre autres de la masse salariale.

Source : Jeuneafrique.com

Décembre 2018 - Le conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) achève la troisième revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit en faveur du Togo et approuve le quatrième décaissement de 34,9 millions de dollars.

Le 10 décembre 2018, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé la troisième revue des résultats obtenus par le Togo dans le cadre du programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet de décaisser 25,17 millions de DTS (environ 34,9 millions de dollars), ce qui porte le total des décaissements depuis le début de l'accord à 100,68 millions de DTS (environ 139,5 millions de dollars).

Source : www.togoreforme.com

Novembre 2016 - L'assemblée nationale togolaise a voté la loi de finances gestion 2019 qui s'équilibre en ressources et en charges à 1461 milliard de francs CFA contre 1311 milliard de francs CFA en 2018.

Source : www.togoreforme.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au quatrième trimestre 2018 est globalement bien orientée. En effet, la campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats satisfaisants dans beaucoup de pays de l'Union, sauf dans quelques-uns d'entre eux et la production industrielle a progressé en Côte d'Ivoire et au Sénégal. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a augmenté dans ces deux Etats membres. Toutefois, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en baisse.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une hausse des exportations et une baisse des importations induisant un solde commercial qui s'améliore. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les avoirs extérieurs nets, la masse monétaire et les crédits à l'économie ont, tous, enregistré des hausses.

En somme, malgré le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce quatrième trimestre de l'année est caractérisé par la confirmation de l'amélioration de l'environnement international. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et favoriserait la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union pour les prochains mois.

Considérant les évolutions positives constatées dans certains pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager si les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis s'apaisent. Cela pourrait entraîner la poursuite de l'amélioration de la conjoncture au premier trimestre 2019.

Au plan des prévisions, le FMI n'est pas optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour l'année 2019 et, en conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour le reste de l'année puisque la demande de celles – ci pourrait baisser. Dans ces conditions, même si la croissance en Afrique subsaharien s'améliore, cela n'augure pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour le reste de l'année 2019.